

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Journal Officiel

Supplément spécial N° 114

OCTOBRE 1933

RÉSOLUTIONS

adoptées par

L'ASSEMBLÉE

au cours de sa quatorzième session ordinaire
(25 septembre au 11 octobre 1933).

Genève, 1933

LEAGUE OF NATIONS

Official Journal

Special Supplement No. 114

OCTOBER 1933

RESOLUTIONS

adopted by the

ASSEMBLY

during its Fourteenth Ordinary Session

(September 25th to October 11th, 1933).

Geneva, 1933

LEAGUE

O.J. Sp. Suppl.
114

70559

LEAGUE
O.J. Sp. Suppl. 114
070559

LES ACTES DE LA QUATORZIÈME ASSEMBLÉE

sont en cours de préparation. Ils seront livrés au fur et à mesure de la publication, jusqu'à fin juillet 1934. On peut y souscrire dès maintenant auprès des dépositaires du Service des publications (voir page IV de la couverture) ou au Service des publications de la Société des Nations à Genève (Suisse).

Prix de l'abonnement à la série complète : Fr. 50.— (argent suisse), y compris tout autre supplément spécial au *Journal Officiel* pouvant être publié entre la quatorzième et la quinzième session ordinaire de l'Assemblée.

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais) ; il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

	Argent suisse
Abonnement annuel (1931) (y compris l'Index)	Fr. 75.—
1 ^{re} Année (1920)	» 15.—
2 ^{me} » (1921)	» 15.—
3 ^{me} » (1922)	» 60.—
4 ^{me} » (1923)	» 60.—
5 ^{me} » (1924)	» 60.—
6 ^{me} » (1925)	» 60.—
7 ^{me} » (1926)	» 60.—
8 ^{me} » (1927)	» 60.—
9 ^{me} » (1928)	» 60.—
10 ^{me} » (1929) <i>et seq.</i> (y compris l'Index)	» 75.—

Le prix des numéros isolés varie selon le nombre de pages

RÉSUMÉ MENSUEL DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations* donne le compte rendu de toutes les réunions de la Société des Nations et fournit, chaque mois, un tableau général de son activité. Il est publié en six éditions : française, anglaise, allemande, espagnole, italienne et tchèque.

Abonnement annuel	Fr. 5.—	}	(Argent suisse)
Prix d'un numéro	» 0.50		

SOCIÉTÉ DES NATIONS

RÉSOLUTIONS

adoptées par

L'ASSEMBLÉE

au cours de sa quatorzième session ordinaire,

du 25 septembre au 11 octobre 1933.

TABLE DES MATIÈRES

Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours
de sa quatorzième session ordinaire, du 25 septembre au 11 octobre 1933.

	Pages
I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET NOMINATION DU BUREAU :	
1. Vérification des pouvoirs	5
2. Nomination d'une Commission de l'ordre du jour	5
3. Nomination du Bureau.	6
II. NOMINATION DES COMMISSIONS ET RÉPARTITION DES TRAVAUX	7
III. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION :	
1. Simplification de la procédure de l'Assemblée	9
2. Nationalité de la femme	9
3. Questions pénales et pénitentiaires : Unification progressive du droit pénal et coopération des Etats dans la prévention et la répression de la criminalité	10
4. Système des élections au Conseil : Création provisoire d'un nouveau siège non permanent	10
IV. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION :	
1. Travaux de l'Organisation d'hygiène	12
2. Travaux de l'Organisation des communications et du transit.	12
3. Questions économiques et financières.	13
4. Proposition visant l'organisation, sur une base internationale, de l'assistance aux réfugiés (israélites et autres) provenant d'Allemagne	13
V. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA QUATRIÈME COMMISSION :	
1. Questions financières	15
2. Contributions arriérées.	16

	Pages
VI. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION :	
1. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles	17
2. Réorganisation de la Commission consultative pour la protection de l'enfance et de la jeunesse	18
3. Traite des femmes et des enfants	18
4. Traite des femmes et des enfants : Convocation d'une Conférence diplomatique chargée d'établir le texte définitif d'une Convention pour la répression de la traite des femmes majeures	19
5. Protection de l'enfance	19
6. Questions pénales et pénitentiaires : Ensemble de règles pour le traitement des prisonniers : Activités des organisations techniques	20
VII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION :	
1. Mandats	21
2. Esclavage	21
3. Protection des minorités	22
4. Réfugiés russes, arméniens, assyriens, assyro-chaldéens et turcs	22
5. Travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle	23
6. Collaboration de la presse à l'organisation de la paix	24
VIII. RÉSOLUTION ADOPTÉE A LA SUITE D'UNE PROPOSITION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE :	
Travaux de la Commission d'étude pour l'Union européenne	25
IX. ELECTION DE TROIS MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL	26
X. ELECTION D'UN NOUVEAU MEMBRE NON PERMANENT DU CONSEIL	26

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE

au cours de sa quatorzième session ordinaire,
du 25 septembre au 11 octobre 1933.

I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET NOMINATION DU BUREAU.

I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS.

A la suite d'un rapport présenté par la Commission des pouvoirs nommée par l'Assemblée le 25 septembre 1933, les pouvoirs des représentants des Membres de la Société ont été trouvés en bonne et due forme.

La Commission était constituée de la manière suivante :

M. SALNAIS (Lettonie), *président* ;
M. CHACÍN ITRIAGO (Venezuela) ;
M. Gaston DIDERICH (Luxembourg) ;
Mirza Abol-Hassan Khan FOROUGHÍ (Perse) ;
M^{lle} Kerstin HESSELGREN (Suède) ;
M. Arturo PANI (Mexique) ;
M. QUO Tai-chi (Chine) ;
M. H. J. SHEEHAN (Australie).

[Séance du 25 septembre 1933 (matin).]

2. NOMINATION D'UNE COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR.

L'Assemblée a nommé une Commission de l'ordre du jour, composée de :

M. MIKOFF (Bulgarie), *président* ;
M. BOURQUIN (Belgique) ;
M. BRACHE (République Dominicaine) ;
M. GAUS (Allemagne) ;
M. HOLSTI (Finlande) ;
M. MASSIGLI (France) ;
M. Philippe ROY (Canada).

[Séance du 25 septembre 1933 (matin).]

3. NOMINATION DU BUREAU.

Le Bureau de la quatorzième session ordinaire de l'Assemblée a été constitué comme suit :

- a) Le président de l'Assemblée ;
- b) Les six vice-présidents élus par l'Assemblée ;
- c) Les présidents des cinq Commissions de l'Assemblée, qui sont de plein droit vice-présidents de l'Assemblée ;
- d) Le président de la Commission de l'ordre du jour ;
- e) Le président de la Commission des pouvoirs.

a) *Président.*

M. C. T. TE WATER (Union Sud-Africaine) a été élu président de l'Assemblée durant sa quatorzième session ordinaire.

[Séance du 25 septembre 1933 (matin).]

b) *Vice-présidents élus par l'Assemblée.*

M. DALADIER (France), le baron VON NEURATH (Allemagne), sir John SIMON (Royaume-Uni), le baron ALOISI (Italie), M. CASTILLO NAJERA (Mexique), Son Altesse Ali Khan FOROUGHI (Perse).

[Séance du 25 septembre 1933 (après-midi).]

c) *Présidents des Commissions, qui sont de plein droit vice-présidents de l'Assemblée.*

M. MOTTA (Suisse), le comte CARTON DE WIART (Belgique), M. FOTITCH (Yougoslavie), M^{lle} HESSELGREN (Suède), M. DE MADARIAGA (Espagne).

[Séance du 25 septembre 1933 (après-midi).]

d) *Président de la Commission de l'ordre du jour.*

Conformément à une décision prise par l'Assemblée au cours de sa première séance, M. Dimitri MIKOFF (Bulgarie), président de la Commission de l'ordre du jour, a été nommé membre du Bureau.

[Séance du 25 septembre 1933 (matin).]

e) *Président de la Commission des pouvoirs.*

Conformément à une décision prise par l'Assemblée au cours de sa première séance, M. Voldemars SALNAIS (Lettonie), président de la Commission des pouvoirs, a été nommé membre du Bureau.

[Séance du 25 septembre 1933 (matin).]

II. NOMINATION DES COMMISSIONS ET RÉPARTITION DES TRAVAUX.

L'Assemblée a nommé cinq¹ Commissions.

[Séance du 25 septembre 1933 (matin).]

Les diverses Commissions ont eu à examiner les questions suivantes et à présenter des rapports à l'Assemblée.

Première Commission (Questions juridiques et constitutionnelles).

1. Simplification de la procédure de l'Assemblée.
2. Nationalité de la femme.
3. Questions pénales et pénitentiaires : Unification progressive du droit pénal et coopération des Etats dans la prévention et la répression de la criminalité.
4. Système des élections au Conseil ; création provisoire d'un nouveau siège non permanent.

Deuxième Commission (Organisations techniques).

1. Travaux de l'Organisation d'hygiène.
2. Travaux de l'Organisation des communications et du transit.
3. Questions économiques et financières.
4. Proposition visant l'organisation, sur une base internationale, de l'assistance aux réfugiés (israélites et autres) provenant de l'Allemagne.

Quatrième Commission (Questions administratives et financières).

1. Questions financières.
2. Contributions arriérées.

Cinquième Commission (Questions sociales et générales).

1. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.
2. Réorganisation de la Commission consultative pour la protection de l'enfance et de la jeunesse.
3. Traite des femmes et des enfants.

¹ Etant donné que toutes les questions relatives à la réduction des armements qui, au cours des sessions antérieures, ont été soumises à la troisième Commission continuent à faire l'objet d'études et de négociations au sein des divers organes constitués par la Conférence pour la réduction et la limitation des armements, l'Assemblée a de nouveau décidé de ne pas constituer de troisième Commission.

4. Traite des femmes et des enfants : Convocation d'une Conférence diplomatique chargée d'établir le texte définitif d'une Convention pour la répression de la traite des femmes majeures.
5. Protection de l'enfance.
6. Questions pénales et pénitentiaires : Ensemble de règles pour le traitement des prisonniers : Activités des organisations techniques.

Sixième Commission (Questions politiques, mandats, esclavage, etc.).

1. Mandats.
 2. Esclavage.
 3. Protection des minorités.
 4. Réfugiés russes, arméniens, assyriens, assyro-chaldéens et turcs.
 5. Travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle.
 6. Collaboration de la presse à l'organisation de la paix.
-

III. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION.

I. SIMPLIFICATION DE LA PROCÉDURE DE L'ASSEMBLÉE.

L'Assemblée décide que la procédure suivante sera appliquée, à titre d'essai, lors de la session ordinaire de 1934 :

1. Le Président du Conseil, après avoir consulté le président de la Commission de contrôle, pourra convoquer la Commission des finances pour une date antérieure de huit jours au plus à la première séance de la session ordinaire de l'Assemblée. Elle sera composée des représentants accrédités à cet effet par les Membres de la Société. Elle désignera son président, qui deviendra par là membre du Bureau de l'Assemblée aux termes de l'article 7 du Règlement intérieur. La constitution de la Commission sera communiquée à l'Assemblée lors de la première séance plénière de l'Assemblée.

2. *i)* Lors de l'adoption en séance plénière des rapports et résolutions présentés par les diverses commissions de l'Assemblée, le Président, dans les cas indiqués ci-dessous, énumérera les rapports et fera procéder immédiatement au vote des résolutions proposées.

ij) La procédure prévue à l'alinéa *i)* ne s'appliquera que dans les cas où la Commission aura été unanime pour déclarer qu'elle ne considère pas comme nécessaire une discussion du rapport en séance plénière et où aucune délégation n'aura ultérieurement demandé au Président l'ouverture d'une discussion sur le rapport. A cette fin, le rapport devra être distribué aux délégations vingt-quatre heures avant la délibération en séance plénière.

[*Résolution adoptée le 11 octobre 1933 (matin).*]

2. NATIONALITÉ DE LA FEMME.

L'Assemblée,

Vu la résolution votée par l'Assemblée le 12 octobre 1932 sur la question de la nationalité de la femme,

Ayant examiné les suggestions faites par la délégation du Chili concernant cette question, qui, à la demande de son Gouvernement, avait été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée ;

Considérant qu'un certain nombre d'Etats donnent, dans leur législation, une application très étendue au principe de l'égalité des sexes :

Exprime l'espoir qu'avant la prochaine session de l'Assemblée les gouvernements auront mis le Secrétaire général en situation de communiquer au Conseil les renseignements sur la suite qui aura pu être donnée par eux au vœu N° VI de la Conférence de codification.

[*Résolution adoptée le 11 octobre 1933 (matin).*]

3. QUESTIONS PÉNALES ET PÉNITENTIAIRES : UNIFICATION PROGRESSIVE DU DROIT PÉNAL ET COOPÉRATION DES ETATS DANS LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DE LA CRIMINALITÉ.

L'Assemblée,

Ayant examiné avec le plus vif intérêt la réponse commune donnée par sept organisations techniques consultées par le Secrétaire général sur la question de savoir sous quelle forme la Société des Nations pourrait apporter son concours en vue de l'unification progressive du droit pénal et la coopération des Etats dans la prévention et la répression de la criminalité (document A.7.1933.V, Annexe) ;

Prenant acte de la réorganisation du Bureau international pour l'unification du droit pénal par l'entrée dans ce Bureau des représentants des six autres organisations ;

Considérant que les Membres de la Société ont été consultés sur les questions de l'unification progressive du droit pénal et de la coopération des Etats dans la lutte contre la criminalité et que la majorité des réponses reçues est favorable en principe au concours de la Société dans de telles questions ;

Estimant que certains autres gouvernements ont été d'avis que la seule méthode permettant d'obtenir des résultats utiles dans de tels domaines consiste, au fur et à mesure que la nécessité se présente, d'étudier séparément une question déterminée si elle a un intérêt international ;

Reconnaît l'importance des échanges de vues internationaux sur les questions pénales qui ont lieu au sein des organisations techniques ;

Considère que, lorsque les travaux de ces organisations aboutissent à des propositions précises, la Société des Nations peut intervenir en vue de la conclusion éventuelle de conventions internationales si ces propositions répondent à un besoin pratique reconnu comme tel par les organes de la Société. En pareil cas, on suivra la procédure normale en matière de conventions à conclure sous les auspices de la Société des Nations ;

Remercie les sept organisations techniques de leur offre d'apporter le fruit de leurs travaux à la Société des Nations, la possibilité d'avoir recours à leur collaboration excluant la nécessité de créer un organe spécial de la Société pour les questions pénales et pénitentiaires ;

Estime qu'il serait souhaitable que, dans les cas considérés comme appropriés par les organes de la Société, ceux-ci prissent l'avis desdites organisations. Dans de telles circonstances, on pourrait prier le Bureau international pour l'unification du droit pénal de prêter son concours aux études préparatoires en vue de l'élaboration de toute convention qui, le cas échéant, serait envisagée. Pour les questions de droit et de pratique pénitentiaires, on pourrait faire appel au concours de la Commission internationale pénale et pénitentiaire.

[Résolution adoptée le 7 octobre 1933 (après-midi).]

4. SYSTÈME DES ÉLECTIONS AU CONSEIL : CRÉATION PROVISOIRE D'UN NOUVEAU SIÈGE NON PERMANENT.

I. L'Assemblée,

Ayant examiné le rapport du Comité chargé d'étudier le système actuel des élections au Conseil (document A.8.1933.V) :

Approuve la recommandation du Comité tendant à la création provisoire d'un nouveau siège non permanent au Conseil et déclare, en conséquence, qu'il est désirable

que, pour la période commençant lors de l'élection des Membres non permanents du Conseil, à la session de l'Assemblée de 1933, et prenant fin lors de l'élection desdits Membres non permanents, en 1936, le nombre des sièges non permanents au Conseil soit provisoirement porté de neuf à dix, étant entendu que, vers la fin de ladite période, la question du nombre des Membres du Conseil fera l'objet d'un nouvel examen et que tous les Membres de la Société auront toute latitude de proposer telle solution définitive qui leur paraîtra désirable.

L'Assemblée invite le Secrétaire général à porter cette résolution à la connaissance du Conseil.

II. L'Assemblée,

Ayant examiné le rapport du Comité mentionné à la résolution N° 1,

Adopte les dispositions ci-après qui seront ajoutées aux règles concernant l'élection des Membres non permanents du Conseil, adoptées par l'Assemblée le 15 septembre 1926 :

Aucun Membre de la Société des Nations ne pourra être élu membre non permanent du Conseil à moins qu'il n'ait posé lui-même sa candidature ou que sa candidature n'ait été proposée par un autre Membre de la Société, au plus tard quarante-huit heures avant les élections ; celles-ci ne pourront pas avoir lieu avant le septième jour de la session de l'Assemblée.

Les notifications de candidature devront être remises par écrit au Secrétaire général, qui les portera immédiatement à la connaissance de l'Assemblée. Lors des élections, le Secrétaire général présentera à l'Assemblée une liste des Membres dont la candidature aura été régulièrement posée.

[*Résolutions adoptées le 2 octobre 1933 (après-midi).*]

* * *

Le 4 octobre 1933, le Conseil a adopté une résolution créant, à titre provisoire, un nouveau siège non permanent au Conseil, conformément aux termes de la Résolution N° I ci-dessus. Le 9 octobre 1933, la résolution du Conseil ayant été approuvée par l'Assemblée, ainsi que l'exige l'article 4 du Pacte, l'Assemblée a procédé à l'élection du nouveau Membre non permanent ¹.

¹ Voir page 26.

IV. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

I. TRAVAUX DE L'ORGANISATION D'HYGIÈNE.

L'Assemblée,

Apprécie hautement les résultats obtenus dans les divers domaines de l'activité de l'Organisation d'hygiène ;

Attache une importance particulière à l'œuvre accomplie par cette Organisation, notamment dans le domaine de la lutte contre le paludisme, la tuberculose, la diphtérie et la mortalité infantile, ainsi qu'en matière de standardisation biologique ;

Se félicite du rôle de plus en plus important joué par le Bureau d'Orient dans la prévention des maladies pestilentielles ;

Constate avec satisfaction que les pays qui ont fait appel à la collaboration technique de l'Organisation d'hygiène ont trouvé auprès d'elle tous les concours qu'ils en attendaient ;

Prend acte du rapport (pages 92 à 97 du document A.6 et pages 43 à 45 du document A.6(a).1933.III) qui lui a été soumis sur les travaux de l'Organisation d'hygiène et approuve l'ensemble de l'œuvre accomplie par cette Organisation depuis la dernière session de l'Assemblée.

[Résolution adoptée le 7 octobre 1933 (après-midi).]

2. TRAVAUX DE L'ORGANISATION DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT.

L'Assemblée :

Prend acte de l'œuvre accomplie par l'Organisation des communications et du transit entre la treizième et la quatorzième sessions ordinaires de l'Assemblée ;

Exprime sa vive satisfaction de ce que l'Organisation des communications et du transit, en poursuivant ses travaux dans les conditions et selon les méthodes antérieurement approuvées par l'Assemblée, continue, dans la mesure des moyens mis à sa disposition, à rendre aux Membres de la Société les importants services que ceux-ci attendent d'elle ;

Rappelle que, lors de sa treizième session, elle a déclaré attacher une particulière importance à l'œuvre accomplie par le Comité d'étude des questions de travaux publics et d'outillage national ;

Se réfère aux discussions auxquelles a donné lieu à la deuxième Commission la question des travaux publics, y compris les travaux publics nationaux, ainsi qu'au vœu adopté par la Commission ¹, relatif à la nomination et à la convocation à bref délai

¹ Le vœu adopté par la deuxième Commission est conçu comme suit :

• La deuxième Commission exprime le vœu que le comité, dont le Bureau de la Conférence économique de Londres — sur la proposition de la Commission économique de ladite Conférence — a décidé la constitution en vue d'étudier le problème des travaux publics et autres mesures susceptibles d'atténuer le chômage, soit nommé et convoqué dans le plus bref délai possible avec l'ordre du jour fixé par la Conférence économique de Londres elle-même. •

du comité dont la Conférence monétaire et économique a décidé la constitution en vue d'étudier le problème des travaux publics et autres mesures susceptibles d'atténuer le chômage ;

Adopte le rapport sur les travaux de l'Organisation des communications et du transit entre la treizième et la quatorzième sessions ordinaires de l'Assemblée qui lui est présenté par la deuxième Commission. (Document A.41.1933.VIII.)

[*Résolution adoptée le 7 octobre 1933 (après-midi).*]

3. QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES.

L'Assemblée approuve le rapport (document A.42.1933.II) qui lui est présenté par la deuxième Commission sur les travaux économiques et financiers de la Société des Nations.

[*Résolution adoptée le 7 octobre 1933 (après-midi).*]

4. PROPOSITION VISANT L'ORGANISATION, SUR UNE BASE INTERNATIONALE, DE L'ASSISTANCE AUX RÉFUGIÉS (ISRAËLITES ET AUTRES) PROVENANT D'ALLEMAGNE.

L'Assemblée,

Tenant compte de la situation créée par le fait qu'un grand nombre de personnes, israélites et autres, provenant d'Allemagne se sont réfugiées au cours de ces derniers mois dans plusieurs pays ;

Considérant que leur présence dans ces pays constitue un problème d'ordre économique, financier et social, dont la solution ne saurait être trouvée que par une collaboration internationale,

Suggère au Conseil de nommer un Haut Commissaire pour négocier et diriger cette collaboration, et notamment pour assurer, dans la mesure du possible, du travail aux réfugiés dans tous les pays qui peuvent en offrir ;

Prie le Conseil de la Société des Nations d'inviter les Etats et, s'il le juge utile, les organisations privées qui seraient le mieux en mesure de venir en aide à ces réfugiés, à se faire représenter dans un Conseil d'administration dont le mandat sera d'assister le Haut Commissaire dans sa tâche, le Haut Commissaire devant présenter des rapports périodiques sur le développement et l'accomplissement de son mandat à ce Conseil d'administration qui les ferait parvenir aux Etats susceptibles d'apporter leur concours à l'œuvre envisagée.

Suggère également que les frais de cette collaboration et du Bureau du Haut Commissaire soient couverts par des contributions volontaires provenant de source privée ou d'autres sources ;

Recommande au Conseil d'autoriser, conformément à l'article 33, paragraphe 2 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations, l'avance au Haut Commissaire d'une somme n'excédant pas 25.000 francs, prélevée sur le

compte d'avances, étant entendu que cette somme sera remboursée à la Société des Nations sur les fonds dont disposera le Haut Commissaire ;

Est convaincue que tous les gouvernements assisteront le Haut Commissaire, dans toute la mesure du possible, dans les tâches ci-dessus définies ; dans ce but la présente résolution sera communiquée aux Etats membres et aux Etats non membres de la Société des Nations ;

Enfin, l'Assemblée exprime le ferme espoir que les organisations privées collaboreront, dans toute la mesure du possible, avec le Haut Commissaire pour le succès de cette œuvre de secours.

[*Résolution adoptée le 11 octobre 1933 (matin).*]

V. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA QUATRIÈME COMMISSION.

I. QUESTIONS FINANCIÈRES.

1. L'Assemblée, en vertu de l'article 38 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations, arrête définitivement les comptes vérifiés de la Société des Nations pour le quatorzième exercice financier, clos le 31 décembre 1932.

2. L'Assemblée,

En vertu de l'article 17 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations :

Arrête, pour l'exercice 1934, le budget de la Société des Nations s'élevant à la somme totale de 30.827.805 francs ;

Et décide que le budget précité sera publié dans le *Journal Officiel*.

3. L'Assemblée, se ralliant à la recommandation de la Commission de répartition des dépenses, maintient à dix unités le nombre d'unités attribué à la Turquie.

4. L'Assemblée adopte les conclusions des différents rapports de la Commission de contrôle qui ont été soumis à son examen.

5. L'Assemblée,

Prend acte du rapport du Conseil d'administration de la Caisse des pensions du personnel pour l'année 1933 ;

Adopte les comptes de la Caisse, tels qu'ils ont été présentés par le Commissaire aux comptes ;

Décide que les pensions des membres de la Caisse qui y versent des contributions en une monnaie dépréciée par rapport au franc suisse seront payées dans la monnaie en laquelle ils reçoivent leur traitement soumis à retenue ;

Et décide, vu le paragraphe 1 a) de l'article 7 du Règlement de la Caisse des pensions du personnel, de fixer les contributions de la Société des Nations à la Caisse des pensions pour 1934, à 9 % du montant des traitements soumis à retenue des membres de la Caisse.

6. L'Assemblée nomme à la Commission de contrôle pour la période se terminant le 31 décembre 1936, comme membres titulaires :

S. E. M. Stefan OSUSKÝ,

M. Jean RÉVEILAUD.

7. L'Assemblée nomme au Conseil d'administration de la Caisse des pensions, pour la période se terminant le 31 décembre 1936 :

1^o Comme membres titulaires :

M. C. FOTITCH,

M. A. HOEL,

M. W. RAPPARD.

2^o Comme membres suppléants :

M. S. LESTER,

M. Jean DE MODZELEWSKI,

M. C. PARRA PÉREZ.

8. L'Assemblée adopte le présent rapport de la quatrième Commission (document A.58.1933.X).

[Résolutions adoptées le 11 octobre 1933 (matin).]

2. CONTRIBUTIONS ARRIÉRÉES.

L'Assemblée,

Constate avec regret que le montant des contributions arriérées a, une fois de plus, augmenté cette année ;

Prie instamment les Etats ayant des arriérés de faire, au cours de l'année prochaine, tous leurs efforts pour liquider ces arriérés, en partie sinon en totalité, et tout au moins pour verser à la Société leur contribution afférente à l'exercice en cours ;

Considère qu'à moins que la situation ne s'améliore nettement au cours de l'année prochaine, l'Assemblée sera obligée d'étudier des mesures d'ordre général pour assurer l'exécution par certains Etats de leurs obligations financières envers la Société ;

Décide, en témoignage de sympathie pour la République Dominicaine, qui souffre encore des conséquences du grand désastre de 1931, d'exonérer cet Etat du versement de sa contribution pour ladite année ;

Charge le Secrétaire général de poursuivre ses efforts en vue du recouvrement des arriérés et de présenter un rapport à l'Assemblée lors de sa prochaine session ordinaire.

[Résolution adoptée le 11 octobre 1933 (matin).]

VI. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION.

I. TRAFIC DE L'OPIUM ET AUTRES DROGUES NUISIBLES.

I. L'Assemblée,

Marque sa vive appréciation des résultats obtenus dans la lutte contre le trafic des stupéfiants par la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles et par le Comité central permanent de l'opium ;

Se félicite de l'entrée en vigueur de la Convention pour la limitation de la fabrication et de la constitution de l'Organe de contrôle prévu par cette Convention et adresse un appel pressant aux gouvernements qui ne sont pas encore parties à la Convention pour qu'ils la ratifient ou y adhèrent aussitôt que possible en vue de lui permettre d'exercer son plein effet ;

Attire l'attention des Puissances signataires de l'Accord de Bangkok sur l'intérêt qu'il y aurait à ce qu'elles le ratifient à bref délai, pour qu'il puisse entrer en vigueur, et les invite à donner suite, comme elles ont commencé de le faire, aux recommandations de la Conférence de Bangkok ;

Invite les gouvernements à prendre d'urgence en considération le projet de convention pour la répression du trafic illicite, dont l'objet est d'opposer à l'organisation internationale du trafic illicite une organisation internationale de la répression ;

Insiste sur la nécessité d'une préparation tout à fait adéquate de la conférence projetée pour la limitation des matières premières, qu'elle estime plus que jamais nécessaire, étant donné l'extension de la fabrication clandestine, et fait des vœux pour qu'une première étape soit franchie par la réalisation d'un accord restreint de limitation entre les pays producteurs intéressés ;

Prend acte du rapport soumis par la cinquième Commission (document A.55.1933.XI) et en approuve les résolutions et les conclusions.

II. Considérant que, conformément à la décision prise par le Conseil le 26 mai 1933, le Secrétaire général a transmis aux gouvernements, par lettre-circulaire 159.1933.XI, du 29 août 1933, un projet de convention internationale pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles, accompagné d'un mémorandum attirant d'une manière pressante leur attention sur l'importance et l'urgence que présente l'adoption de ce projet de convention ;

Considérant que, conformément à la procédure visant la conclusion de toutes les conventions générales à négocier sous les auspices de la Société des Nations, adoptée par l'Assemblée le 25 septembre 1931, l'avant-projet de convention et les observations des gouvernements doivent être communiqués à l'Assemblée qui décidera s'il y a lieu de le prendre en considération en vue de conclure une convention, auquel cas le Conseil prendra les dispositions nécessaires pour préparer un nouveau projet de convention sur la base des réponses reçues et procédera à une deuxième consultation des gouvernements sur le nouveau texte ;

Considérant que, dans ces conditions, les réponses des gouvernements ne pourraient être soumises à l'Assemblée qu'à sa session de septembre 1934, et que la deuxième consultation s'en trouverait considérablement retardée,

L'Assemblée, désireuse de faciliter l'adoption dudit projet de convention, dont l'urgence et l'importance ont été soulignées par la Commission consultative et le Conseil, et se référant au préambule de la résolution de l'Assemblée du 25 septembre 1931, relative à la procédure qui prévoit pour l'Assemblée et le Conseil la faculté d'adopter les méthodes mieux appropriées en raison de circonstances spéciales,

Délègue au Conseil son droit de décider s'il y a lieu de prendre en considération le projet de convention, en vue de conclure une convention, et de procéder à la deuxième consultation, sans préjudice de la décision finale de l'Assemblée quant à l'opportunité de conclure cette convention et de convoquer une conférence conformément au paragraphe 5 de la résolution susmentionnée.

[Résolutions adoptées le 11 octobre 1933 (matin).]

2. RÉORGANISATION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE.

I. L'Assemblée,

Se référant au programme tracé au Comité de la protection de l'enfance lors de sa création, et adopté par l'Assemblée de 1924 ;

Ayant pris connaissance du rapport (document C.247.M.129.1933.IV) que vient de lui présenter la Commission consultative pour la protection de l'enfance et de la jeunesse, et appréciant l'œuvre déjà accomplie,

En approuve les conclusions, et demande au Comité de la protection de l'enfance de lui soumettre, si possible, au cours de la prochaine session, particulièrement en ce qui concerne le rôle de son Secrétariat comme « centre de documentation », un plan d'activité lui permettant de continuer dans toute son ampleur l'œuvre conçue lors de sa création.

II. L'Assemblée estime que le budget de la Commission consultative pour la protection de l'enfance et de la jeunesse n'est pas suffisant pour permettre à cet organisme important de faire face aux tâches qui lui incombent à cette heure difficile dans laquelle l'enfance est soumise aux plus graves dangers et reconnaît la nécessité d'augmenter ses fonds dès qu'il sera possible.

[Résolutions adoptées le 11 octobre 1933 (matin).]

3. TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS.

L'Assemblée,

Désire marquer une fois de plus combien elle attache d'importance à la lutte contre la traite des femmes et des enfants et combien elle apprécie les services rendus en cette matière par la Commission consultative ;

Attire l'attention des gouvernements intéressés sur le rapport de la Commission d'enquête sur la traite des femmes et des enfants en Orient (document C.849.M.393.1932.IV) et exprime sa gratitude au Bureau d'hygiène sociale de New-York, qui a fourni les fonds nécessaires pour cette enquête ;

Accueille avec satisfaction la décision qui a été prise de convoquer une conférence spéciale en vue de l'adoption du projet de convention pour la répression de la traite des femmes majeures embauchées, en vue de fins immorales, même avec leur consentement, dans un pays, pour être emmenées dans un autre pays ;

Invite les gouvernements à poursuivre leurs efforts en vue de la répression de la traite des femmes et des enfants.

[Résolution adoptée le 11 octobre 1933 (matin).]

4. TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS : CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE DIPLOMATIQUE CHARGÉE D'ÉTABLIR LE TEXTE DÉFINITIF D'UNE CONVENTION POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES MAJEURES.

L'Assemblée,

Ayant pris note des réponses envoyées par les gouvernements au sujet du projet de convention pour la répression de la traite des femmes majeures (documents A.24.1933.IV et A.24(a).1933.IV) et des déclarations des délégués à la cinquième Commission relativement à ladite Convention ;

Considérant que la grande majorité des gouvernements qui ont présenté des observations sur ce projet de Convention sont en faveur de la convocation, au cours de la session actuelle de l'Assemblée, d'une Conférence diplomatique qui serait chargée d'établir le texte définitif de la Convention pour la répression de la traite des femmes majeures, afin que ladite Convention puisse être ouverte à la signature :

Décide de convoquer cette Conférence diplomatique pendant la présente session.

[Résolution adoptée le 7 octobre 1933 (après-midi).]

5. PROTECTION DE L'ENFANCE.

L'Assemblée,

I. Désirant souligner l'importance des efforts tendant à protéger les enfants et les adolescents contre les conséquences de la crise économique et du chômage, estime qu'il serait utile, en vue de réalisations pratiques à poursuivre, que le Comité de la protection de l'enfance étudie, en liaison avec le Bureau international du Travail et en tenant compte des communications faites au cours de la discussion, les expériences faites par certains pays.

II. Reconnaissant la nécessité de centraliser les informations se rapportant aux divers aspects de la protection de l'enfance, exprime le vœu que soit facilité le travail social de la Société des Nations à cet égard.

III. Etant donnée l'importance exceptionnelle des questions soumises au Comité de la protection de l'enfance, exprime le vœu que, dès que les circonstances le permettront, ce Comité soit mis en possession des moyens financiers qui lui sont nécessaires pour développer son activité.

[Résolutions adoptées le 11 octobre 1933 (matin).]

6. QUESTIONS PÉNALES ET PÉNITENTIAIRES : ENSEMBLE DE RÈGLES POUR LE
TRAITEMENT DES PRISONNIERS ; ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS TECHNIQUES.

L'Assemblée adopte le rapport de la cinquième Commission sur les questions pénales et pénitentiaires (document A.44.1933.IV).

[*Résolution adoptée le 7 octobre 1933 (matin).*]

VII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION

I. MANDATS.

L'Assemblée,

Ayant pris acte de l'œuvre accomplie par les Puissances mandataires, la Commission permanente des mandats et le Conseil, en ce qui concerne l'exécution de l'article 22 du Pacte :

a) Renouvelle l'expression de confiance à leur égard votée par les sessions précédentes de l'Assemblée, les félicite des résultats obtenus et espère que l'esprit de coopération qui préside à leur œuvre leur permettra de continuer à réaliser de nouveaux progrès dans la voie tracée par les principes sur lesquels est fondée l'institution du mandat ;

b) Exprime le vœu que les conséquences de la dépression économique soient épargnées, dans toute la mesure possible, aux populations indigènes des territoires sous mandat, ainsi que cela a pu être réalisé dans un de ces territoires grâce aux efforts de la Puissance mandataire avec la collaboration des intéressés.

[*Résolution adoptée le 7 octobre 1933 (après-midi).*]

2. ESCLAVAGE.

L'Assemblée,

Prend acte des renseignements communiqués par un certain nombre de gouvernements au sujet de l'abolition progressive de l'esclavage, conformément à la résolution de l'Assemblée du 25 septembre 1926, et contenus dans le rapport annuel du Conseil.

Considérant qu'aux termes de la résolution de l'Assemblée du 12 octobre 1932, la Commission consultative d'experts en matière d'esclavage ne pourra aborder sa tâche particulière avant d'avoir élaboré son règlement de procédure et avant que ledit règlement ait été revêtu de la sanction du Conseil ;

Considérant, d'autre part, que le crédit inscrit au budget de l'exercice 1934 permettra à la Commission de tenir au cours de cet exercice la seule réunion consacrée à l'élaboration dudit règlement ;

Préoccupée à la fois de hâter la réalisation du programme défini par l'Assemblée en 1932 et d'accélérer, dans la mesure du possible, l'examen de la documentation que transmettront les gouvernements :

L'Assemblée,

Espère que le Conseil, donnant suite à sa résolution du 24 janvier 1933, procédera, dans le plus bref délai possible, à la constitution de la Commission consultative et convoquera celle-ci à une date assez rapprochée pour que le règlement de procédure puisse être approuvé à la session du Conseil de janvier 1934 ;

Décide que la Commission d'experts devra tenir, en 1935, sa première réunion biennale consacrée à l'étude de la documentation qui sera transmise par les gouvernements ;

Et prie en conséquence le Secrétaire général d'inclure dans le projet de budget pour l'année 1935 le crédit nécessaire à la réunion de ladite session.

[*Résolution adoptée le 11 octobre 1933 (matin).*]

3. PROTECTION DES MINORITÉS.

I. L'Assemblée,

Reprenant la recommandation qu'elle a adoptée le 21 septembre 1922,

« Exprime l'espoir que les Etats qui ne sont liés vis-à-vis de la Société des Nations par aucune obligation légale en ce qui concerne les minorités, observeront cependant dans le traitement de leurs minorités de race, de religion ou de langue au moins le même degré de justice et de tolérance qui est exigé par les traités et selon l'action permanente du Conseil. »

II. L'Assemblée demande au Secrétaire général de communiquer au Conseil la discussion qui a eu lieu dans la sixième Commission sur l'ensemble de la question des minorités.

[*Résolutions adoptées le 11 octobre 1933 (matin).*]

4. RÉFUGIÉS RUSSES, ARMÉNIENS, ASSYRIENS, ASSYRO-CHALDÉENS ET TURCS.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance du rapport (document A.19.1933) du Conseil d'administration de l'Office international Nansen pour les réfugiés sur l'aide importante fournie au cours de l'année dernière à des milliers de réfugiés russes, arméniens, assyriens, assyro-chaldéens et turcs :

Remercie les organes de l'Office des services humanitaires et d'ordre économique qu'ils ont rendus et de la contribution importante qu'ils ont ainsi apportée à la stabilité politique et sociale ;

Prie l'Office international Nansen de continuer l'étude de la question de la possibilité de transférer à Erivan de nouveaux groupements de réfugiés arméniens ;

Prend note avec satisfaction des mesures prises par l'Office en collaboration étroite avec la Commission intergouvernementale consultative pour les réfugiés, en vue de la préparation d'un projet de convention destinée à assurer la protection des réfugiés ;

Prie instamment la Conférence intergouvernementale qui a été convoquée afin d'examiner ce projet de convention, d'étudier avec la plus vive sympathie les recommandations contenues dans le projet ;

Etant donné la difficulté croissante qu'il y a à établir certaines catégories de réfugiés en Europe :

Invite les pays d'immigration désireux de développer leurs territoires à coopérer avec l'Office dans l'établissement de réfugiés appropriés à leurs pays ;

Reconnaissant les dangers auxquels sont exposés les réfugiés expulsés et les difficultés créées aux pays dans lesquels ils pénètrent :

Renouvelle son instante prière aux gouvernements de n'expulser un réfugié que s'il a obtenu la permission formelle d'entrer dans un pays limitrophe ;

Invite le Conseil à prendre les mesures nécessaires pour donner effet à la présente résolution,

Et confirme son approbation du chiffre de 300.000 francs pour l'exercice 1934, figurant dans le plan de liquidation adopté par l'Assemblée à sa douzième session ordinaire.

[Résolution adoptée le 7 octobre 1933 (après-midi).]

5. TRAVAUX DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE.

L'Assemblée,

Après avoir pris connaissance du rapport (document A.14.1933.XII) de la Commission internationale de coopération intellectuelle sur les travaux de sa quinzième session :

1° Partage pleinement l'opinion exprimée par le Conseil dans sa résolution du 22 septembre 1933 (document A.VI/1.1933) sur la valeur de l'œuvre accomplie par l'Organisation de coopération intellectuelle au cours du dernier exercice, et se félicite à son tour des résultats excellents des travaux de la Commission plénière, des divers Comités qui en relèvent, ainsi que l'Institut international de Coopération intellectuelle ;

Tient à souligner l'intérêt de la méthode des échanges de correspondance ainsi que l'utilité d'« entretiens », à l'instar de celui de Francfort, sur Goethe, et de celui de Madrid (mai 1933), sur l'avenir de la culture ;

Souhaite que l'expérience soit continuée ;

2° Reconnaît pleinement l'utilité, pour la Société des Nations elle-même, d'études désintéressées et conçues dans un esprit de haute impartialité scientifique, comme celles qui ont été effectuées sur l'intervention de l'Etat dans la vie économique ; approuve la continuation de ce travail, ainsi que la mise en œuvre du plan adopté par la Commission internationale de coopération intellectuelle, sur la proposition du professeur Shotwell, pour la coordination des études en matière de sciences sociales et politiques ;

3° Approuve le programme de travail pour l'année 1933-34, tel qu'il résulte des résolutions de la Commission de coopération intellectuelle et du Sous-Comité d'experts pour l'enseignement ;

4° Demande aux gouvernements de faciliter à la Commission l'accomplissement de sa haute tâche en prêtant leur concours aux organisations et aux personnes qui, dans les divers pays, collaborent à l'exécution du programme ;

5° Fait sienne la résolution de la Commission de coopération intellectuelle attirant l'attention des Etats sur les fâcheuses conséquences que pourraient avoir, pour le niveau de la culture contemporaine, des restrictions budgétaires renouvelées qui porteraient de façon massive sur les organisations d'éducation nationale et de recherches scientifiques ;

6° Adopte la résolution de la Commission relative à l'avant-projet de convention sur l'assistance mutuelle des Etats en vue de rapatrier les objets d'art soustraits illégalement aux patrimoines artistiques nationaux ;

Prie le Secrétaire général de transmettre cet avant-projet aux gouvernements afin de recueillir leurs observations ;

7° Recommande aux divers Etats la proposition de l'Office international des Musées tendant à la constitution d'une Commission internationale des monuments historiques ;

8° Demande au Secrétaire général de signaler aux Etats signataires de l'Acte de Rome du 2 juin 1928, qui ne l'auraient pas encore ratifié, tout l'intérêt d'une prompte mise en pratique de cette Convention ;

9° Félicite l'Organisation de coopération intellectuelle de la suite qu'elle a donnée à la résolution de la douzième Assemblée, demandant l'étude des aspects internationaux de la radiodiffusion, estime que les travaux en cours présentent une réelle valeur, remercie les entreprises de radiodiffusion, ainsi que l'Union internationale de Radiodiffusion, de leur concours et exprime le vœu que l'Institut de Coopération intellectuelle soit prochainement en mesure de soumettre aux gouvernements, comme base de discussion, le projet de texte envisagé par la Commission de coopération intellectuelle ;

10° Approuve l'adjonction des atlas et des dictionnaires apportée par la Commission de coopération intellectuelle à la liste des livres soumis à la procédure prévue dans la résolution dite « Résolution Casares » sur la revision des manuels scolaires (rédaction 1932) ;

11° Prend acte des propositions relatives au désarmement moral, élaborées par la Commission internationale de coopération intellectuelle, et, considérant leur haute valeur et leur portée pratique, prie la Conférence pour la limitation et la réduction des armements de s'en inspirer le plus possible, lors de l'établissement définitif des textes qu'elle adoptera.

[Résolutions adoptées le 9 octobre 1933 (après-midi).]

6. COLLABORATION DE LA PRESSE A L'ORGANISATION DE LA PAIX.

La quatorzième Assemblée :

A appris avec une vive satisfaction que le Gouvernement de la République espagnole a convoqué à Madrid, pour le 7 novembre prochain, une Conférence de presse pour formuler des propositions concrètes en vue de donner effet à certaines des principales recommandations présentées par les organisations de presse au cours de l'enquête sur la question de la diffusion des nouvelles inexactes de nature à troubler le maintien de la paix et la bonne entente entre les peuples ;

Souhaite la pleine réussite de cette Conférence et exprime l'espoir que la prochaine Assemblée soit en mesure de prendre connaissance de ses heureux résultats ;

Renouvelle le vœu que le Secrétariat continue à s'efforcer de développer par tous les moyens en son pouvoir la rapide communication à la presse des renseignements les plus complets possibles sur l'activité de la Société des Nations.

[Résolution adoptée le 9 octobre 1933 (après-midi).]

VIII. RÉSOLUTION ADOPTÉE A LA SUITE D'UNE PROPOSITION DU
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

TRAVAUX DE LA COMMISSION D'ÉTUDE POUR L'UNION EUROPÉENNE.

L'Assemblée,

Après avoir consulté son Bureau sur la procédure à suivre concernant la question figurant à l'ordre du jour de la session sous le N^o 12 (Commission d'étude pour l'Union européenne),

Constate que les circonstances n'ont pas permis à cette Commission de se réunir depuis la dernière session ;

Décide, dans ces conditions, de renouveler pour l'exercice prochain le mandat de la Commission d'étude pour l'Union européenne, et d'inscrire, dès maintenant, le rapport de cette Commission à l'ordre du jour de la prochaine session.

[Résolution adoptée le 27 septembre 1933 (après-midi).]

IX. ELECTION DE TROIS MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL.

L'Assemblée désigne la RÉPUBLIQUE ARGENTINE, l'AUSTRALIE et le DANEMARK comme Membres non permanents du Conseil.

[Séance du 2 octobre 1933 (après-midi).]

X. ELECTION D'UN NOUVEAU MEMBRE NON PERMANENT DU CONSEIL.

En vertu des décisions du Conseil et de l'Assemblée créant à titre provisoire un nouveau siège non permanent au Conseil (voir page 10), l'Assemblée a désigné le Portugal comme Membre non permanent du Conseil pour une période de trois ans.

[Séance du 9 octobre 1933 (après-midi).]

LEAGUE OF NATIONS

RESOLUTIONS

adopted by the

ASSEMBLY

during its Fourteenth Ordinary Session,

September 25th to October 11th, 1933.

CONTENTS.

Resolutions adopted by the Assembly during its Fourteenth Ordinary Session (September 25th to October 11th, 1933).

	Page
I. VERIFICATION OF CREDENTIALS AND APPOINTMENT OF OFFICERS :	
1. Verification of Credentials	5
2. Appointment of an Agenda Committee	5
3. Appointment of the General Committee	6
II. APPOINTMENT OF COMMITTEES AND DISTRIBUTION OF WORK	7
III. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIRST COMMITTEE :	
1. Simplification of the Procedure of the Assembly	9
2. Nationality of Women	9
3. Penal and Penitentiary Questions ; Gradual Unification of Criminal Law and Co-operation of States in the Prevention and Suppression of Crime	10
4. System of Election to the Council: Provisional Creation of One New Non-permanent Seat	10
IV. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND COMMITTEE :	
1. Work of the Health Organisation	12
2. Work of the Communications and Transit Organisation	12
3. Economic and Financial Questions	13
4. Proposal for the Organisation on an International Basis of Assistance for Refugees (Jewish and Other) coming from Germany	13
V. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FOURTH COMMITTEE :	
1. Financial Questions	15
2. Contributions in Arrears	16

	Page
VI. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIFTH COMMITTEE :	
1. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs	17
2. Re-organisation of the Advisory Committee for the Protection and Welfare of Children and Young People	18
3. Traffic in Women and Children	18
4. Traffic in Women and Children : Convocation of a Diplomatic Conference to prepare the Final Text of a Convention for the Suppression of Traffic in Women of Full Age	19
5. Child Welfare	19
6. Penal and Penitentiary Questions : Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners : Activities of the Technical Organisations	20
VII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SIXTH COMMITTEE :	
1. Mandates	21
2. Slavery	21
3. Protection of Minorities	22
4. Russian, Armenian, Assyrian, Assyro-Chaldean and Turkish Refugees	22
5. Work of the International Committee on Intellectual Co-operation	23
6. Co-operation of the Press in the Organisation of Peace	24
VIII. RESOLUTION ADOPTED ON THE PROPOSAL OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY :	
Work of the Commission of Enquiry for European Union	25
IX. ELECTION OF THREE NON-PERMANENT MEMBERS OF THE COUNCIL	26
X. ELECTION OF ONE ADDITIONAL NON-PERMANENT MEMBER OF THE COUNCIL	26

RESOLUTIONS ADOPTED BY THE ASSEMBLY

During its Fourteenth Ordinary Session, September 25th to October 11th, 1933.

I. VERIFICATION OF CREDENTIALS AND APPOINTMENT OF OFFICERS

I. VERIFICATION OF CREDENTIALS.

Upon a report submitted by the Committee on Credentials, appointed by the Assembly on September 25th, 1933, the credentials of the representatives of the Members of the League were found in good and proper form.

The Committee was constituted as follows :

- M. SALNAIS (Latvia), *Chairman* ;
- M. CHACÍN ITRIAGO (Venezuela) ;
- M. Gaston DIDERICH (Luxemburg) ;
- Mirza Abol-Hassan Khan FOROUGHI (Persia) ;
- Mlle. Kerstin HESSELGREN (Sweden) ;
- M. Arturo PANI (Mexico) ;
- M. Quo Tai-chi (China) ;
- Mr. H. J. SHEEHAN (Australia).

[*Meeting of September 25th, 1933 (morning).*]

2. APPOINTMENT OF AN AGENDA COMMITTEE.

The Assembly appointed an Agenda Committee, which was constituted as follows :

- M. MIKOFF (Bulgaria), *Chairman* ;
- M. BOURQUIN (Belgium) ;
- M. BRACHE (Dominican Republic) ;
- M. GAUS (Germany) ;
- M. HOLSTI (Finland) ;
- M. MASSIGLI (France) ;
- Mr. Philippe ROY (Canada).

[*Meeting of September 25th, 1933 (morning).*]

3. APPOINTMENT OF THE GENERAL COMMITTEE.

The General Committee of the Assembly for its Fourteenth Ordinary Session was constituted as follows :

- (a) The President of the Assembly ;
- (b) The six Vice-Presidents elected by the Assembly ;
- (c) The Chairmen of the five Committees of the Assembly (*ex-officio* Vice-Presidents of the Assembly) ;
- (d) The Chairman of the Agenda Committee ;
- (e) The Chairman of the Credentials Committee.

(a) *President.*

Mr. C. T. TE WATER (Union of South Africa) was elected President of the Assembly for its Fourteenth Ordinary Session.

[*Meeting of September 25th, 1933 (morning).*]

(b) *Vice-Presidents elected by the Assembly.*

M. DALADIER (France), Baron VON NEURATH (Germany), Sir John SIMON (United Kingdom), Baron ALOISI (Italy), M. CASTILLO NAJERA (Mexico), His Highness Ali Khan FOROUGHI (Persia).

[*Meeting of September 25th, 1933 (afternoon).*]

(c) *Chairmen of the Committees and ex-officio Vice-Presidents of the Assembly.*

M. MOTTA (Switzerland), Count CARTON DE WIART (Belgium), M. FOTITCH (Yugoslavia), Mlle. HESSELGREN (Sweden), M. DE MADARIAGA (Spain).

[*Meeting of September 25th, 1933 (afternoon).*]

(d) *Chairman of the Agenda Committee.*

In accordance with a decision taken by the Assembly at its first meeting, M. Dimitri MIKOFF (Bulgaria), Chairman of the Agenda Committee, was appointed a member of the General Committee.

[*Meeting of September 25th, 1933 (morning).*]

(e) *Chairman of the Credentials Committee.*

In accordance with a decision taken by the Assembly at its first meeting, M. Voldemars SALNAIS (Latvia), Chairman of the Credentials Committee, was appointed a member of the General Committee.

[*Meeting of September 25th, 1933 (morning).*]

II. APPOINTMENT OF COMMITTEES AND DISTRIBUTION OF WORK.

The Assembly appointed five¹ Committees.

[*Meeting of September 25th, 1933 (morning).*]

The following questions were referred by the Assembly to the various Committees for consideration and report :

First Committee (Constitutional and Legal Questions).

1. Simplification of the Procedure of the Assembly.
2. Nationality of Women.
3. Penal and Penitentiary Questions : Gradual Unification of Criminal Law and Co-operation of States in the Prevention and Suppression of Crime.
4. System of Election to the Council : Provisional Creation of One New Non-permanent Seat.

Second Committee (Technical Organisations).

1. Work of the Health Organisation.
2. Work of the Communications and Transit Organisation.
3. Economic and Financial Questions.
4. Proposal for the Organisation on an International Basis of Assistance for Refugees (Jewish and Other) coming from Germany.

Fourth Committee (Administrative and Financial Questions).

1. Financial Questions.
2. Contributions in Arrears.

Fifth Committee (Social and General Questions).

1. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.
2. Re-organisation of the Advisory Committee for the Protection and Welfare of Children and Young People.
3. Traffic in Women and Children.

¹ Since all questions relating to the reduction of armaments, which, at previous sessions, had been discussed by the Third Committee, are still being examined and negotiated by the various organs set up by the Conference for the Reduction and Limitation of Armaments, the Assembly again decided not to appoint a Third Committee.

4. Traffic in Women and Children : Convocation of a Diplomatic Conference to prepare the Final Text of a Convention for the Suppression of Traffic in Women of Full Age.
5. Child Welfare.
6. Penal and Penitentiary Questions : Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners : Activities of the Technical Organisations.

Sixth Committee (Political Questions, Mandates, Slavery, etc.).

1. Mandates.
 2. Slavery.
 3. Protection of Minorities.
 4. Russian, Armenian, Assyrian, Assyro-Chaldean and Turkish Refugees.
 5. Work of the International Committee on Intellectual Co-operation.
 6. Co-operation of the Press in the Organisation of Peace.
-

III. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIRST COMMITTEE.

I. SIMPLIFICATION OF THE PROCEDURE OF THE ASSEMBLY.

The Assembly decides that the following procedure shall be applied, as an experiment, at the ordinary session of 1934 :

1. The President of the Council, after consulting the Chairman of the Supervisory Commission, may convene the Finance Committee for a date preceding by not more than one week the first meeting of the ordinary session of the Assembly. The Committee shall be composed of the representatives accredited for the purpose by the Members of the League. It shall appoint its Chairman, who shall thereby become a member of the General Committee of the Assembly under the terms of Article 7 of the Rules of Procedure. The establishment of the Committee shall be reported to the Assembly at the first plenary meeting of the Assembly.

2. (i) When the reports and resolutions submitted by the various Committees of the Assembly are brought up for adoption in plenary session, the President, in the cases indicated below, shall read the titles of the reports and put forthwith to the vote the resolutions which are proposed.

(ii) The procedure provided for in paragraph (i) shall only apply in cases where the Committee has unanimously declared that it does not consider a discussion of the report in plenary session to be necessary and where no delegation has subsequently asked the President to open a discussion on the report. The report must be circulated to the delegations twenty-four hours before it is brought up in plenary session.

[Resolution adopted on October 11th, 1933 (morning).]

2. NATIONALITY OF WOMEN.

The Assembly,

Having regard to the resolution voted by the Assembly on October 12th, 1932, on the question of the nationality of women ;

Having examined the suggestions made by the delegation of Chile in regard to this question, which, at the request of the Chilean Government, had been placed on the agenda of the Assembly ;

Having regard to the fact that a certain number of States give in their law a very wide application to the principle of the equality of the sexes :

Expresses the hope that, before the next session of the Assembly, the Governments will have put the Secretary-General in a position to communicate to the Council information as to the effect which they have found it possible to give to recommendation VI of the Codification Conference.

[Resolution adopted on October 11th, 1933 (morning).]

3. PENAL AND PENITENTIARY QUESTIONS : GRADUAL UNIFICATION OF CRIMINAL LAW AND CO-OPERATION OF STATES IN THE PREVENTION AND SUPPRESSION OF CRIME.

The Assembly,

Having examined with the greatest interest the joint reply given by the seven technical organisations which the Secretary-General consulted on the subject of the form in which the League of Nations might lend its assistance in the gradual unification of criminal law and the co-operation of States in the prevention and suppression of crime (document A.7.1933.V—Annex) ;

Noting the re-organisation of the International Bureau for the Unification of Criminal Law by the entry of representatives of the six other organisations into that body ;

Considering that the Members of the League have been consulted on the question of the gradual unification of criminal law and the co-operation of States in the campaign against crime and that the majority of the replies received are favourable in principle to collaboration by the League in these matters ;

Considering that certain other Governments have expressed the opinion that the only method by which useful results in this sphere may be obtained consists in studying each particular question separately, if it is of international interest, as and when need arises ;

Recognises the value of the international exchange of views on criminal matters which occurs within the technical organisations ;

Is of the opinion that, when the work of these organisations leads to definite proposals, the League of Nations may intervene with the object of securing the possible conclusion of international conventions if the proposals referred to answer to real needs recognised as such by the organs of the League—in which case, the procedure would be that normally followed in the conclusion of conventions under the auspices of the League of Nations ;

Thanks the seven technical organisations for their offer to place the results of their work at the disposal of the League of Nations, the possibility of having recourse to this collaboration obviating the necessity for the creation of a special organ of the League to deal with criminal and penitentiary questions ;

And considers it desirable that, in cases where the organs of the League feel it appropriate to do so, those organs should consult the said organisations. In such cases, the International Bureau for the Unification of Penal Law might be asked to give its assistance in the preparatory investigations undertaken in connection with the drawing-up of any convention which may be contemplated. So far as concerns law and practice in regard to penitentiary questions, the assistance of the International Penal and Penitentiary Commission might be obtained.

[Resolution adopted on October 7th, 1933 (afternoon).]

4. SYSTEM OF ELECTION TO THE COUNCIL : PROVISIONAL CREATION OF ONE NEW NON-PERMANENT SEAT.

I. The Assembly,

Having considered the report of the Committee appointed to study the existing system of election to the Council (document A.8.1933.V),

Approves the recommendation of the Committee for the provisional creation of one new non-permanent seat on the Council, and accordingly declares that it is

desirable that, for the period commencing with the election of the non-permanent Members of the Council at the Assembly's session of 1933 and ending with the election of the said non-permanent Members in the year 1936, the number of non-permanent seats on the Council should be provisionally increased from nine to ten, on the understanding that, towards the end of that period, the question of the number of the Members of the Council will be reconsidered and that all the Members of the League will remain entirely free to propose any final solution of this question which they consider desirable.

The Assembly instructs the Secretary-General to bring this resolution to the attention of the Council.

II. The Assembly,

Having considered the report of the Committee mentioned in resolution I,
Adopts the following provisions as an addition to the rules dealing with the election of the non-permanent Members of the Council adopted by the Assembly on September 15th, 1926 :

No Member of the League shall be eligible to be elected as a non-permanent Member of the Council unless it has proposed itself for election, or been nominated by another Member of the League, at least forty-eight hours before the election which shall not be held before the seventh day of the Assembly's session ;

The notice of the candidature shall be given in writing to the Secretary-General, who shall forthwith bring it to the attention of the Assembly. The Secretary-General shall at the time of the election place before the Assembly a list of the Members which have been duly put forward as candidates.

[Resolutions adopted on October 2nd, 1933 (afternoon).]

* * *

On October 4th, 1933, the Council adopted a resolution creating provisionally one new non-permanent seat on the Council in accordance with the terms of the above resolution I. On October 9th, 1933, the Council's resolution having been approved by the Assembly, as required by Article 4 of the Covenant, the Assembly proceeded to the election of the additional non-permanent Member.¹

¹ See page 26.

IV. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND COMMITTEE.

I. WORK OF THE HEALTH ORGANISATION.

The Assembly :

Values highly the results obtained in the Health Organisation's various fields of work ;

Attaches special importance to the work accomplished by that Organisation, particularly as regards the campaigns against malaria, tuberculosis, diphtheria and infant mortality, as well as in connection with biological standardisation ;

Is gratified at the increasing importance of the part played by the Eastern Bureau in the prevention of pestilential diseases ;

Notes with satisfaction that the countries which have requested the Health Organisation's technical collaboration have received all the assistance which they desired ;

Takes note of the report (pages 92 to 97 of document A.6 and pages 43 to 45 of document A.6(a).1933.III) which has been submitted on the work of the Health Organisation, and approves the general work carried out by that Organisation since the last session of the Assembly.

[Resolution adopted on October 7th, 1933 (afternoon).]

2. WORK OF THE COMMUNICATIONS AND TRANSIT ORGANISATION.

The Assembly :

Takes note of the work done by the Communications and Transit Organisation between the thirteenth and fourteenth ordinary sessions of the Assembly ;

Expresses its lively satisfaction at the fact that the Communications and Transit Organisation, while carrying on its work under the conditions and in accordance with the methods already approved by the Assembly, is continuing, within the limits of the resources at its disposal, to render to the Members of the League the important services which the latter expect of it ;

Recalls its statement at its thirteenth session that it attaches special importance to the work done by the Committee of Enquiry on Questions relating to Public Works and National Technical Equipment ;

Refers to the discussions in the Second Committee on the question of public works, including national public works, and to the recommendation¹ adopted by the

¹ The text of the recommendation adopted by the Second Committee reads as follows :

“ The Second Committee recommends that the Committee which the Bureau of the London Economic Conference, on the proposal of the Economic Commission of that Conference, decided to set up to study the problem of public works and other means for reducing unemployment should be appointed and convened as soon as possible with the agenda fixed by the London Economic Conference itself.”

Second Committee with regard to the appointing and convening as soon as possible of the Committee which the Monetary and Economic Conference decided to set up to study the problem of public works and other means for reducing unemployment ;

Adopts the report on the work of the Communications and Transit Organisation between the thirteenth and fourteenth ordinary sessions of the Assembly, submitted to it by the Second Committee (document A.41.1933.VIII).

[Resolution adopted on October 7th, 1933 (afternoon).]

3. ECONOMIC AND FINANCIAL QUESTIONS.

The Assembly approves the report (document A.42.1933.II) submitted to it by the Second Committee on the economic and financial work of the League of Nations.

[Resolution adopted on October 7th, 1933 (afternoon).]

4. PROPOSAL FOR THE ORGANISATION ON AN INTERNATIONAL BASIS OF ASSISTANCE FOR REFUGEES (JEWISH AND OTHER) COMING FROM GERMANY.

The Assembly,

Having regard to the situation created by the fact that a large number of persons, Jewish and other, coming from Germany have, in recent months, taken refuge in several countries ;

Considering that their presence in those countries constitutes an economic, financial and social problem, which can be solved only by international collaboration :

Suggests that the Council should nominate a High Commissioner to negotiate and direct such collaboration, and particularly to provide, as far as possible, work for the refugees in all countries which are able to offer it ;

Requests the Council of the League of Nations to invite States and, if it thinks it advisable, private organisations best able to assist these refugees, to be represented on a Governing Body of which the duty will be to aid the High Commissioner in his work, the High Commissioner having to submit periodical reports on the development and fulfilment of his task to the said Governing Body, which would forward them to the States likely to be able to assist in the action contemplated ;

Suggests further that the expenses of this collaboration and of the High Commissioner's office should be defrayed by funds contributed voluntarily from private or other sources ;

Recommends to the Council that, in accordance with Article 33, paragraph 2, of the Regulations for the Financial Administration of the League, it should approve that a sum not exceeding 25,000 francs should be advanced to the High Commissioner

from the Working Capital Fund, it being understood that this advance will be refunded to the League out of the funds placed at the disposal of the High Commissioner ;

Is convinced that all Governments will assist the High Commissioner to the best of their abilities in the tasks defined above ; with this object, the present resolution will be communicated to States Members and to non-members of the League ;

Finally, the Assembly expresses the firm hope that private organisations will collaborate in every way with the High Commissioner for the success of this relief action.

[Resolution adopted on October 11th, 1933 (morning).]

V. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS
OF THE FOURTH COMMITTEE.

I. FINANCIAL QUESTIONS.

1. The Assembly, in virtue of Article 38 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations, finally passes the audited accounts of the League of Nations for the fourteenth financial period, ending on December 31st, 1932.

2. The Assembly,

In virtue of Article 17 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations :

Passes for the financial period 1934 the budget of the League of Nations to the total sum of 30,827,805 francs ;

And decides that the aforesaid budget shall be published in the *Official Journal*.

3. The Assembly, in conformity with the recommendation of the Committee on the Allocation of Expenses, maintains at ten the number of units assigned to Turkey.

4. The Assembly adopts the conclusions of the various reports of the Supervisory Commission, submitted for its consideration.

5. The Assembly,

Takes note of the report of the Administrative Board of the Staff Pensions Fund for the year 1933 ;

Adopts the accounts of the Fund as submitted by the Auditor ;

Decides that the pensions of members of the Fund who contribute to the Fund in currencies depreciated in relation to the Swiss franc shall be paid in the currency in which they receive their pensionable emoluments ;

And decides, having regard to Article 7, paragraph (1) (a), of the Staff Pensions Regulations, that the contributions of the League to the Pensions Fund for 1934 shall be 9 per cent of the pensionable emoluments of the members of the Fund.

6. The Assembly appoints for the period ending on December 31st, 1936, as regular members of the Supervisory Commission :

His Excellency M. Stefan OSVSKÝ,

M. Jean RÉVEILLAUD.

7. The Assembly appoints for the period ending on December 31st, 1936, to the Administrative Board of the Staff Pensions Fund

(1) As regular members :

M. C. FOTITCH,

M. A. HOEL,

M. W. RAPPARD.

(2) As substitute members :

Mr. Sean LESTER,
M. Jean DE MODZELEWSKI,
M. C. PARRA PÉREZ.

8. The Assembly adopts the present report of the Fourth Committee (document A. 58.1933.X).

[Resolutions adopted on October 11th, 1933 (morning).]

2. CONTRIBUTIONS IN ARREARS.

The Assembly,

Notes with regret that the amount of unpaid contributions has once more increased this year ;

Appeals to the States having arrears to make every effort during the coming year to liquidate part, if not the whole, of these arrears and at least to pay their current contributions to the League ;

Considers that, unless the situation has distinctly improved during the course of the next year, the Assembly will be obliged to study measures of a general character to enforce the fulfilment by certain States of their financial obligations to the League ;

Decides, as a mark of sympathy for the Dominican Republic, which is still suffering from the effects of the great disaster of 1931, to excuse the payment of the contribution for that year ;

Requests the Secretary-General to continue his efforts for the recovery of arrears and to report to the Assembly at its next ordinary session.

[Resolution adopted on October 11th, 1933 (morning).]

VI. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIFTH COMMITTEE.

I. TRAFFIC IN OPIUM AND OTHER DANGEROUS DRUGS.

I. The Assembly :

Expresses its warm appreciation of the results achieved in the campaign against the traffic in narcotic drugs by the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs and by the Permanent Central Opium Board ;

Welcomes the entry into force of the Convention for the Limitation of Manufacture and the constitution of the Supervisory Body provided for by this Convention, and issues an urgent appeal to the Governments not yet parties to the Convention to ratify or accede to it as soon as possible, in order that it may produce its full effects ;

Draws the attention of the Powers signatory to the Bangkok Agreement to the importance of ratifying this agreement with the least possible delay in order to bring it into force, and invites them to give effect, as they have begun to do, to the recommendations of the Bangkok Conference ;

Invites the Governments to consider forthwith the draft Convention for the Suppression of the Illicit Traffic, the purpose of which is to combat the international organisation of the illicit traffic by means of an international organisation for prevention and punishment ;

Emphasises the need for a thoroughly adequate preparation of the proposed Conference for the Limitation of Raw Materials, which it considers more necessary than ever, in view of the extension of clandestine manufacture, and expresses the desire that a first step should be taken by the conclusion of a limitation agreement confined to the producing countries concerned ;

Takes note of the report submitted by the Fifth Committee (document A.55.1933.XI) and adopts the resolutions and the conclusions of the report.

II. Noting that, in conformity with the Council decision of May 26th, 1933, the Secretary-General communicated to the Governments by Circular Letter No.159.1933.XI, of August 29th, 1933, a draft international Convention for the Suppression of the Illicit Traffic in Dangerous Drugs, together with a memorandum drawing their immediate attention to the importance and urgency of adopting this draft Convention ;

Noting that, in conformity with the procedure to be followed in the negotiation of all general Conventions under the auspices of the League of Nations adopted by the Assembly on September 25th, 1931, the preliminary draft Convention and the observations of Governments should be communicated to the Assembly, which shall decide whether the subject appears *prima facie* suitable to the conclusion of a convention, in which case the Council shall arrange for the preparation of a new draft convention on the basis of the replies received and shall undertake a second consultation of Governments in regard to the new text ;

Considering that, in these conditions, the replies of the Governments could not be submitted to the Assembly until its session in September 1934, and that the second consultation would thus be considerably delayed ;

The Assembly, desirous of facilitating the adoption of the said draft Convention, the urgency and importance of which have been emphasised by the Advisory Committee and the Council, and having regard to the preamble to the Assembly resolution of September 25th, 1931, relating to procedure, which enables the Assembly and Council to adopt more appropriate methods when special circumstances render this desirable :

Delegates to the Council its right of deciding whether the draft Convention should be taken into consideration with a view to the conclusion of a Convention and of proceeding to the second consultation, without prejudice to the final decision of the Assembly as to the advisability of concluding the said Convention and convening a Conference in accordance with paragraph 5 of the aforesaid resolution.

[Resolutions adopted on October 11th, 1933 (morning).]

2. RE-ORGANISATION OF THE ADVISORY COMMITTEE FOR THE PROTECTION AND WELFARE OF CHILDREN AND YOUNG PEOPLE.

I. The Assembly,

Referring to the programme drawn up by the Child Welfare Committee at the time of its creation, and adopted by the 1924 Assembly ;

Having taken note of the report (document C.247.M.129.1933.IV) presented to it by the Advisory Commission for the Protection and Welfare of Children and Young People, and fully appreciating the work already performed :

Approves the conclusions of the said report, and asks the Child Welfare Committee to submit to it, if possible during its next session, more particularly in regard to the work of its secretariat as a " documentation centre ", a plan of work which will enable it to continue to the fullest extent the task contemplated at the time of its foundation.

II. The Assembly considers that the budget of the Advisory Commission for the Protection and Welfare of Children and Young People is not sufficient to enable that important body to deal with the duties devolving upon it in the present difficult circumstances which entail the gravest dangers for children, and recognises the need for increased funds as soon as this may be possible.

[Resolutions adopted on October 11th, 1933 (morning).]

3. TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN.

The Assembly :

Wishes again to place on record its recognition of the importance of the campaign against the traffic in women and children and its appreciation of the services rendered by the Advisory Commission dealing with this work ;

Draws the attention of the Governments concerned to the report of the Commission of Enquiry on Traffic in Women and Children in the East (document C.849.M.393.1932.IV) and expresses its gratitude to the New York Bureau of Social Hygiene, which supplied the funds necessary to the investigation ;

Welcomes the decision that has been taken to hold a special conference for the adoption of the draft Convention for the Suppression of Traffic in Women of Full Age procured in one country, even with their consent, for immoral purposes to be carried out in another country ;

Invites the Governments to continue their efforts for the suppression of the traffic in women and children.

[Resolution adopted on October 11th, 1933 (morning).]

4. TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN : CONVOCATION OF A DIPLOMATIC CONFERENCE TO PREPARE THE FINAL TEXT OF A CONVENTION FOR THE SUPPRESSION OF TRAFFIC IN WOMEN OF FULL AGE.

The Assembly,

Having taken note of the answers of the Governments on the draft Convention for the Suppression of Traffic in Women of Full Age contained in documents A.24.1933.IV and A.24(a).1933.IV, and of the statements on the Convention made by delegates in the Fifth Committee ;

Considering that the great majority of Governments which have submitted observations on the draft Convention are in favour of holding, during the present session of the Assembly, a Diplomatic Conference for the purpose of drawing up for signature the final text of the Convention for the Suppression of Traffic in Women of Full Age :

Decides to convoke this Diplomatic Conference during its present session.

[Resolution adopted on October 7th, 1933 (afternoon).]

5. CHILD WELFARE.

The Assembly,

I. Desiring to emphasise the importance of efforts to protect children and young people from the consequences of the economic depression and unemployment, considers that it would be desirable, with a view to future practical action, for the Child Welfare Committee to study, in conjunction with the International Labour Office, and bearing in mind the statements made in the course of the discussion, the experiments made by certain countries.

II. Recognising the need of centralising information relating to the various aspects of child welfare, recommends that the social work of the League in this field be facilitated.

III. In view of the exceptional importance of the questions submitted to the Child Welfare Committee, recommends that, as soon as circumstances permit, the Committee should be provided with the funds it requires in order to develop its activities.

[Resolutions adopted on October 11th, 1933 (morning).]

6. PENAL AND PENITENTIARY QUESTIONS : STANDARD MINIMUM RULES FOR THE TREATMENT OF PRISONERS : ACTIVITIES OF THE TECHNICAL ORGANISATIONS.

The Assembly adopts the report of the Fifth Committee (document A.44.1933.IV) on penal and penitentiary questions.

[Resolution adopted on October 7th, 1933 (morning).]

VII. RESOLUTIONS ADOPTED
ON THE REPORTS OF THE SIXTH COMMITTEE.

I. MANDATES.

The Assembly,

Having taken note of the work accomplished by the mandatory Powers, the Permanent Mandates Commission and the Council in regard to the execution of Article 22 of the Covenant :

(a) Renews the expression of confidence in them voted by the past sessions of the Assembly, expresses its appreciation of the results secured and its hope that the spirit of co-operation which inspires their work will enable them to achieve further progress along the lines indicated by the principles on which the mandates system is founded ;

(b) Expresses the hope that the native populations of the mandated territories may to the utmost possible extent be spared the consequences of the economic depression and notes that this object has been secured in one of these territories through the efforts of the mandatory Power with the co-operation of the population concerned.

[Resolution adopted on October 7th, 1933 (afternoon).]

2. SLAVERY.

The Assembly :

Notes the information communicated by a number of Governments regarding the progressive abolition of slavery, in accordance with the Assembly resolution of September 25th, 1926, and embodied in the Council's annual report.

Whereas, under the terms of the Assembly resolution of October 12th, 1932, the Advisory Committee of Experts on Slavery cannot enter upon its special duties until it has drawn up its rules of procedure and they have received the sanction of the Council ;

Whereas the appropriation made in the budget for the financial year 1934 will enable the Committee to hold, in the course of that financial year, the single meeting devoted to framing the said rules of procedure ;

Whereas the Assembly is anxious both to expedite the execution of the programme laid down by the 1932 Assembly and to hasten as much as possible the examination of the material to be forwarded by Governments :

The Assembly :

Hopes that the Council will proceed as soon as possible, in pursuance of its resolution of January 24th, 1933, to set up the Advisory Committee, and will convene the same at a date early enough for the rules of procedure to be approved at the Council session in January 1934 ;

Decides that the Committee of Experts shall hold its first biennial session in 1935, and shall devote it to the study of the material to be forwarded by Governments ;
And accordingly requests the Secretary-General to make the necessary appropriation for that session in the draft budget for the year 1935.

[Resolution adopted on October 11th, 1933 (morning).]

3. PROTECTION OF MINORITIES.

I. The Assembly,

Reiterating the recommendation which it passed on September 21st, 1922 :

“ Expresses the hope that the States which are not bound by legal obligations to the League with respect to minorities will nevertheless observe in the treatment of their own racial, religious or linguistic minorities at least as high a standard of justice and toleration as is required by any of the treaties and by the regular action of the Council.”

II. The Assembly requests the Secretary-General to communicate to the Council the discussion which has taken place in the Sixth Committee on the question of minorities as a whole.

[Resolutions adopted on October 11th, 1933 (morning).]

4. RUSSIAN, ARMENIAN, ASSYRIAN, ASSYRO-CHALDEAN AND TURKISH REFUGEES.

The Assembly,

Having considered the report (document A.19.1933) of the Governing Body of the Nansen International Office for Refugees on the important assistance given during the past year to thousands of Russian, Armenian, Assyrian, Assyro-Chaldean and Turkish refugees :

Thanks the organs of the Office for the humanitarian and economic services they have rendered, and for the important contribution they have thus made to political and social stability ;

Requests the Nansen International Office to continue its study of the question of the possibility of the transfer to Erivan of Armenian refugees ;

Notes with satisfaction the steps taken by the Office, in close co-operation with the Inter-Governmental Advisory Commission for Refugees, to prepare a draft Convention for ensuring the protection of refugees ;

Urges the Inter-Governmental Conference which has been summoned for the purpose of examining that draft Convention to give the most sympathetic consideration to the recommendations contained therein ;

In view of the growing difficulty of settling certain classes of refugees in Europe :
Invites immigration countries which are desirous of developing their territories to co-operate with the Office in settling refugees suitable for those territories ;

Recognising the dangers to which expelled refugees are exposed, and the difficulties caused to the countries to which they proceed :

Repeats its earnest appeal to Governments not to expel refugees before they have obtained formal permission to enter an adjacent country ;

Invites the Council to take the necessary action to give effect to this resolution ;

And confirms its approval of the figure of 300,000 francs for the year 1934 contained in the liquidation plan adopted by the Assembly at its twelfth ordinary session.

[Resolution adopted on October 7th, 1933 (afternoon).]

5. WORK OF THE INTERNATIONAL COMMITTEE ON INTELLECTUAL CO-OPERATION.

The Assembly,

After taking note of the report (document A.14.1933.XII) of the International Committee on Intellectual Co-operation on the work of its fifteenth session :

(1) Fully shares the views expressed by the Council in its resolution of September 22nd, 1933 (document A.VI/x.1933), as to the value of the work performed by the Intellectual Co-operation Organisation during the past year, and expresses its gratification at the excellent results of the work of the Plenary Committee, of the various Committees under it and of the International Institute of Intellectual Co-operation ;

Wishes to emphasise the importance of the method of exchanges of correspondence and the value of the " conversations ", such as that held at Frankfort on Goethe and at Madrid in May 1933 regarding the future of civilisation ;

Trusts that this experiment will be continued ;

(2) Fully recognises the value to the League itself of disinterested studies based on a spirit of scientific impartiality, such as those carried out with regard to State intervention in economic life ; approves the continuation of this work and the execution of the plan adopted by the International Committee on Intellectual Co-operation on Professor Shotwell's proposal for the co-ordination of studies in the field of social and political sciences ;

(3) Approves the programme of work for 1933-34 based on the resolutions of the Committee on Intellectual Co-operation and the Sub-Committee of Experts on the Instruction of Youth ;

(4) Requests the Governments to assist the Committee in carrying out its lofty task by supporting those organisations and persons who in the various countries are helping to carry out the programme ;

(5) Endorses the resolution of the Committee on Intellectual Co-operation drawing the attention of Governments to the regrettable effects that further budgetary restrictions weighing particularly heavily on national educational and scientific research organisations might have on the level of contemporary culture ;

(6) Adopts the Committee's resolution concerning the preliminary draft Convention on mutual assistance between Governments with a view to the return of works of art illicitly removed from the respective national artistic heritages ;

Requests the Secretary-General to transmit this preliminary draft to the Governments for their observations ;

(7) Recommends to the various Governments the proposal of the International Museums Office that an International Historical Monuments Commission be set up ;

(8) Requests the Secretary-General to draw the attention of States signatories to the Rome Act of June 2nd, 1928, which have not yet ratified it to the importance of the prompt application of that Convention ;

(9) Congratulates the Intellectual Co-operation Organisation on the action taken by it in pursuance of the resolution of the twelfth Assembly regarding the study of the international aspects of broadcasting, considers that the work in progress is of real value, thanks the broadcasting undertakings and the International Broadcasting Union for their assistance, and trusts that the Institute of Intellectual Co-operation will shortly be in a position to submit to the Governments, as a basis of discussion, the draft text contemplated by the Committee on Intellectual Co-operation ;

(10) Approves the addition by the International Committee on Intellectual Co-operation of atlases and dictionaries to the list of books to which the procedure laid down in the "Casares Resolution" on the revision of school text-books (1932 text) will be applicable ;

(11) Notes the proposals relating to moral disarmament framed by the International Committee on Intellectual Co-operation and, considering their great importance and practical scope, asks the Conference for the Limitation and Reduction of Armaments to use them, as far as possible, as a basis in establishing the final texts to be adopted.

[Resolutions adopted on October 9th, 1933 (afternoon).]

6. CO-OPERATION OF THE PRESS IN THE ORGANISATION OF PEACE.

The Assembly,

Having learnt with great satisfaction that the Government of the Spanish Republic has convened a Press Conference to be held at Madrid on November 7th next to formulate concrete proposals to give effect to some of the principal suggestions offered by the Press organisations during the enquiry into the problem of the spread of false information which may threaten the peace of the world and the good understanding between nations :

Wishes this Conference every success and expresses the hope that the next Assembly will be able to note its satisfactory results ;

And renews its recommendation that the Secretariat should continue to devote its attention to the development, by all the means at its disposal, of the swift supply to the Press of the fullest possible information concerning the work of the League of Nations.

[Resolution adopted on October 9th 1933 (afternoon).]

VIII. RESOLUTION ADOPTED ON THE PROPOSAL OF THE GENERAL
COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

WORK OF THE COMMISSION OF ENQUIRY FOR EUROPEAN UNION.

The Assembly,

After consulting its General Committee as to the procedure to be followed in connection with Item 12 of the agenda of this session (Commission of Enquiry for European Union) :

Notes that circumstances have made it impossible for this Commission to meet since the last session ;

Decides, under these conditions, to renew for twelve months the term of office of the Commission of Enquiry for European Union and to include forthwith the report of this Commission in the agenda of its next session.

[Resolution adopted on September 27th, 1933 (afternoon).]

IX. ELECTION OF THREE NON-PERMANENT MEMBERS OF THE COUNCIL.

The Assembly elected as non-permanent Members of the Council the ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRALIA and DENMARK.

[Meeting of October 2nd, 1933 (afternoon).]

X. ELECTION OF ONE ADDITIONAL NON-PERMANENT MEMBER OF THE COUNCIL.

In virtue of the decisions of the Council and the Assembly creating provisionally one new non-permanent seat on the Council (see page 10), the Assembly elected *Portugal* a non-permanent Member of the Council for a period of three years.

[Meeting of October 9th, 1933 (afternoon).]

THE RECORDS OF THE FOURTEENTH ASSEMBLY

are at present in preparation. Each volume will be despatched immediately on appearance and the series will be completed before the end of July 1934. Subscriptions may now be placed with the agents for the League publications (see page iv of the cover) or the Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).

Subscription rate for the complete series: £2 or \$10.00 including any further special supplement to the *Official Journal* that may be published between the Fourteenth and Fifteenth Ordinary Session of the Assembly.

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual Subscription (1931) (including index)	£3	\$15.00
1920 (all issues)	15s.	3.00
1921 " "	15s.	3.00
1922 " "	£3	12.00
1923 " "	£2 10s.	12.00
1924 " "	£2 10s.	12.00
1925 " "	£2 10s.	12.00
1926 " "	£2 10s.	12.00
1927 " "	£2 10s.	12.00
1928 " "	£2 10s.	12.00
1929 " " <i>et seq.</i> (including index)	£3	15.00

The prices of the separate numbers vary according to size.

THE MONTHLY SUMMARY OF THE LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of proceedings of all League meetings and provides in general form a regular account of League activities. It is published in separate editions in Czech, English, French, German, Italian and Spanish.

Annual Subscription	8s.	\$2.00
Single No.	1s.	\$0.20

**LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.
AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS.**

- AFRIQUE DU SUD (Union de l') — SOUTH AFRICA (Union of)**
Moskew Miller, Ltd., 29, Adderley Street, LE CAP.
- ALLEMAGNE — GERMANY**
Carl Heymanns Verlag, Mauerstrasse, 44, BERLIN, W. 3.
- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AYRES.
- AUSTRALIE (Commonwealth d') — AUSTRALIA (Commonwealth of)**
H. A. Goddard, Ltd., 255a, George Street, SYDNEY.
- AUTRICHE — AUSTRIA**
Manzsche Verlags- und Universitätsbuchhandlung, Kohlmarkt, 20, VIENNE, I.
- BELGIQUE — BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 16-22, rue du Persil, BRUXELLES.
- BRESIL — BRAZIL**
« Livraria Allemã », Frederico Will, rua da Alfandega, 69, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIE — BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, J. Carasso & C^{ie}, Bd « Tsar Osvoboditel », N^o 3, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 389, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI — CHILE**
Carlos Niemeyer, Libreria Universal, Cas. 293, VALPARAISO.
- CHINE — CHINA**
Commercial Press, Ltd., Sales Office, C 453, Honan Road, CHANG-HAI.
- COLOMBIE — COLOMBIA**
Libreria Voluntad, S. A., calle Real 297-301 BOGOTÁ.
- CUBA**
La Casa Belga, René de Smedt, O'Reilly, 59, LA HAVANE.
- DANEMARK — DENMARK**
Levin & Munksgaard, Publishers, Nørregade, 6, COPENHAGUE.
- DANTZIG (Ville libre de) — DANZIG (Free City of)**
Georg Stilke, Buchhandlung, Langgasse, 27, DANTZIG.
- ÉGYPTÉ — EGYPT**
G. M.'s Book Shop, 116, Sharia Emad El Din (Opp. Davies Bryan), LE CAIRE.
- ÉQUATEUR — ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE — SPAIN**
Librería Bosch, Ronda Universidad, 11, BARCELONE.
Librería Internacional de Romo, Alcalá, 5, MADRID.
- ESTONIE — ESTONIA**
J. G. Krüger, Ant.-Ges., 11, Rõõli t., TARTU.
- ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — UNITED STATES OF AMERICA**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON, 9, Mass.
- FINLANDE — FINLAND**
Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2, HELSINKI.
- FRANCE**
Librairie universitaire J. Gamber (S. A.), 7, rue Danton, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET COLONIES DE LA COURONNE — GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES**
George Allen & Unwin, Ltd., 40, Museum Street, LONDRES, W. C. 1.
- GRÈCE — GREECE**
« Eleftheroudakis », Librairie internationale, place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATÉMALA — GUATEMALA**
Goubaud & Cia., Ltda., GUATÉMALA.
- HAÏTI — HAITI**
Librairie-Papeterie, M^{me} D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HONGRIE — HUNGARY**
Librairie Grill, Dorottya utca, 2, BUDAPEST.
- INDE — INDIA**
The Book Company, Ltd., College Square, 4/4 A, CALCUTTA.
League of Nations (Indian Bureau), Improvement Trust Building, Esplanade Road, BOMBAY, I.
- INDES NÉERLANDAISES — DUTCH EAST INDIES**
Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- IRLANDE (État libre d') — IRISH FREE STATE**
Eason & Son, Ltd., 79-82, Middle Abbey Street, DUBLIN.
- ISLANDE — ICELAND**
Peter Halldorsson, REYKJAVIK.
- ITALIE — ITALY**
Libreria Internazionale Fratelli Treves, Galleria Vittorio Emanuele, 66-68, MILAN.
Succursales : GENÈS, NAPLES, PADOUE, PALERME, PAVIE, ROME, TRIESTE, TURIN.
- JAPON — JAPAN**
League of Nations Tokio Office, Marunouchi-C-13, TOKIO.
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 6, Nihonbashi Tori-Nichome, TOKIO.
Mitsukoshi Limited, Surugacho, Nihonbashi, TOKIO.
- LETTONIE — LATVIA**
Latvijas Telegrafa Agentura « Leta », Kr. Barona iela, 4, RIGA.
- LUXEMBOURG (G.-D.) — LUXEMBURG (G.-D.)**
Librairie M. Hagen, anc^{ie} J. Heintzé, 17a, avenue de la Porte-Neuve, LUXEMBOURG.
- MEXIQUE — MEXICO**
Central de Publicaciones, S. A. (Antes Agencia Mistrach), Edificio « La Nacional », Avenida Juárez, 4, MEXICO, D. F.
- NORVÈGE — NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE — NEW ZEALAND**
The Clarté Bookshop, 126, Vivian Street, P. O. Box 310, WELLINGTON.
- PANAMA**
Isidro A. Beluche, Apartado 755, Avenida Norte, N^o 49, PANAMA.
- PARAGUAY**
Libreria Internacional Santiago Puigbonet, Casilla de Correo 581, ASUNCIÓN.
- PAYS-BAS — NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout, 9, LA HAYE.
- POLOGNE — POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Zgoda, 12, VARSOVIE.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Cia., Rua Aurea, 186-188, LISBONNE.
- ROUMANIE — ROUMANIA**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST, I.
- SARRE (Basin de la) — SAAR BASIN**
Gebr. Hofer A.-G., Sortimentsabteilung, SARREBRUCK.
- SUÈDE — SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, STOCKHOLM.
- SUISSE — SWITZERLAND**
Librairie Payot & C^{ie}, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE, BÂLE.
Librairie D'Girsberger & Raunhardt, Kirchgasse, 17, ZURICH.
- TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topič, 11, Narodni, PRAGUE.
- VENEZUELA**
Libreria Alejandro d'Empaire, Traposos a Colón, 36, Apartado postal 274, CARACAS.
- YUGOSLAVIE (Royaume de) — YUGOSLAVIA (Kingdom of)**
Librairie internationale François Bach, 8, rue Knez Mihailova, BELGRADE.
Librairie de l'Université et de l'Académie Yougoslave, St. Kugli, ilica, 30, ZAGREB.
Knjigarna « Schwentner », Presernova ulica, LJUBLJANA.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service des Publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).

For other countries, apply :

Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).